



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IV^e internationale.

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 24 FÉVRIER 2024 - n° 1322

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

Comme en Russie, partout, des appareils d'État criminels

Alexeï Navalny, l'un des principaux opposants à Vladimir Poutine, est mort en Russie le 16 février, dans une prison reculée de l'Arctique. Pour l'heure, l'administration ne veut pas remettre son corps à sa famille.

Il a probablement été assassiné directement en prison ou alors sa mort est due à ses emprisonnements multiples dans des camps à régime sévère. Il avait aussi il y a quelque temps été empoisonné par les services secrets russes et avait failli mourir.

Navalny dénonçait la corruption du régime et de Poutine lui-même. Mais cela n'en faisait pas un ami des travailleurs et des masses pauvres. Il était nationaliste russe. Il l'était jusqu'à avoir tenu dans le passé des propos racistes contre les Tchétchènes ou d'autres nationalités. Il était un représentant de la petite et moyenne bourgeoisie qui promeut l'idée qu'il faudrait en Russie un régime capitaliste « honnête » « comme en Occident ».

Les dirigeants occidentaux, Biden et Macron et tous les autres qui se disent indignés par l'assassinat de Navalny sont bien hypocrites. Car eux aussi savent emprisonner, ou liquider les opposants qui les gênent.

Dans les années 1960, pendant la grande révolte des Noirs américains, le pouvoir américain a fait assassiner des leaders noirs comme Malcolm X, Martin Luther King et ceux du Black Panther Party. Mumia Abu Jamal, journaliste et militant du Black Panther Party, est

emprisonné depuis 43 ans ! Il avait été condamné à mort en 1982 pour le meurtre d'un policier blanc qu'il n'a pas commis. Mais jusqu'à présent les autorités américaines refusent de le libérer alors qu'il est gravement malade.

Aujourd'hui, l'exemple de Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, est flagrant. Il avait dévoilé au monde à partir de 2010 plus de 700 000 documents confidentiels sur les activités militaires et diplomatiques américaines. Il purge une peine de prison au Royaume-Uni et risque 175 ans de prison aux USA. Son épouse craint pour sa vie. Il semble déjà très mal en point physiquement.

Dans ces « mises hors d'état de nuire », les dirigeants de l'État français ne sont pas en reste. Leur complicité dans la liquidation physique de dirigeants africains ne fait plus de doute. Le cas de Félix Moumié, dirigeant de l'Union des populations du Cameroun, illustre ces crimes. Ce dernier luttait pour l'indépendance de son pays, il a été empoisonné à Genève et en est décédé.

Georges Abdallah, militant communiste libanais et combattant de la résistance palestinienne est emprisonné en France depuis 1984 alors

qu'il est libérable depuis 1999. Et tout cela sur de vagues soupçons de complicité dans le meurtre de deux diplomates américain et israélien.

Quant à la liste des morts pendant leur garde à vue, ou lors de manifestations, victimes de soi-disant bavures policières, elle serait trop longue pour l'exposer ici. Il y a le jeune Naël qui fut tué à bout portant par un policier qui l'accusait de refus d'obtempérer.

Souvent le racisme vient s'ajouter à la punition qu'il faut infliger à ceux qui ne se courbent pas devant la police. Qu'on repense à la mort d'Adama Traoré, ce jeune africain décédé après une arrestation brutale. Il y a le jeune homme tué d'une balle perdue ou pas à Marseille durant les grandes émeutes de banlieues.

Les voilà leurs belles démocraties occidentales. La Russie n'est pas la championne du crime d'État et de la répression générale. Tous ces États, à leur manière, exercent leur dictature. Que ce soit celle de la bourgeoisie d'occident pour sauvegarder ses profits financiers derrière le paravent troué de la démocratie, que ce soit celle de la bureaucratie russe, celle des oligarques prêts à tout pour conserver leurs privilèges.

**Martinique
Pinto :
mobilisation
populaire**

LIRE p. 2

**Guadeloupe
Mairie des
Abymes : une
première victoire !**



LIRE p. 3

**Lénine et le droit
des nations à
disposer d'elles-
mêmes. La fonda-
tion de l'URSS**

LIRE p. 4

**Haïti
La force poten-
tielle des masses
pauvres**



LIRE p. 8

Encore sur le scandale du chlordécone!

Le 14 février dernier, Élie Califer, député PS de Guadeloupe, ainsi que Johnny Hajjar, député de Martinique, PPM apparenté PS, se réjouissaient tous deux sur les ondes.

Ils avaient pu obtenir un vote de la commission permanente de l'Assemblée nationale pour une dernière proposition de loi du Parti socialiste sur le chlordécone. La proposition de loi dev

vrait être débattue le 29 février prochain. Ce texte de loi vise la reconnaissance de la responsabilité de l'État dans le scandale du chlordécone aux Antilles. Il prévoit aussi la dépollution des îles

et l'indemnisation des victimes. Mais il laisse l'État déterminer les modalités de réparation. Il a été jugé très insuffisant par les associations engagées dans la lutte contre le scandale de l'em

poisonnement au chlordécone. D'autant que, dans cette proposition de loi rien n'est dit de la responsabilité des empoisonneurs-pollueurs. Encore de l'enfumage !

Martinique

Pinto : mobilisation populaire

Dimanche 18 février, près de 400 personnes ont répondu à l'appel de plusieurs organisations politiques nationalistes, syndicales et d'associations. Elles se sont retrouvées au quartier Clouette sur les hauteurs de Trois-Îlets, pour venir apporter leur soutien à Hervé Pinto victime de tracasseries judiciaires.

Lui et ses héritiers entendent récupérer leur bien hérité de leur arrière-grand-père, Félix Grat. Hervé Pinto et les héritiers veulent aussi s'opposer à la construction de maisons résidentielles sur leur terrain de 16,8 hectares qui a fait l'objet de ventes frauduleuses en toute illégalité. Pendant près de deux heures, des personnes sont venues témoigner du fait qu'elles ont elles aussi été

victimes de ventes frauduleuses de terrain dont elles auraient dû être les héritières. Puis il y a eu des interventions des organisations politiques et syndicales présentes, dont la nôtre Combat ouvrier, pour soutenir Hervé Pinto. Elles ont dénoncé fermement à juste titre l'attitude des autorités coloniales qui apparaissent toujours dans ces affaires-là comme complices et se montrent plus promptes à envoyer police

et justice contre les requérants. Toutes ont appelé à ce que le combat pour cette cause continue. Notre camarade a tenu à mettre l'accent sur le fait que de tels faits ne sont pas des exceptions en Martinique ! Surtout lorsqu'il s'agit de l'acquisition de terrains contestés par des descendants de blancs esclavagistes, c'est-à-dire des capitalistes békés. D'une manière générale a-t-il ajouté,

les capitalistes, qu'ils soient blancs, noirs, mulâtres, chabins, chinois, ou autres, ne sont nullement inquiétés par l'État français ou par des politiciens locaux, parfois complices. Ces derniers protègent la propriété privée des riches. Pour que de tels faits ne se reproduisent plus jamais il faudra que la classe ouvrière en lutte exproprie tous ces possédants et prennent le pouvoir politique.

Guadeloupe

Eau : la nécessité d'une lutte collective !

La population continue de souffrir quotidiennement du manque d'eau potable en Guadeloupe. Le 9 février, les habitants de Petit-Canal et Moule ont reçu un arrêté leur interdisant de consommer l'eau du robinet.

À Sainte-Rose c'est tout le réseau de l'usine de production d'eau potable de Solitude qui était contaminé par des bactéries. L'eau n'était pas bonne à la consommation. Quatre jours après l'annonce de l'ARS du 10 février, aucun moyen pour rendre l'eau potable n'avait été

mis en place. Et ce n'est que le cinquième jour que les habitants ont reçu des packs d'eau en nombre insuffisant.

Les problèmes d'eau s'accumulent encore et encore, et le message des responsables est clair « Apprenez à vivre avec ! ».

L'eau est polluée, le réseau troué, les vannes fermées ! Les responsables sont incapables de venir à bout du problème car ils refusent de mettre en urgence les moyens nécessaires pour refaire le réseau. Il faut deux milliards pour tout refaire y compris les stations d'épuration. L'État ne

veut pas mettre cette somme alors qu'il prévoit par exemple d'augmenter le budget de plus de 400 milliards pour l'armée. Seule solution : une mobilisation d'ampleur des travailleurs pour arracher ces deux milliards !

Manifestation au SMGEAG

Lundi 19 février, des associations de l'eau, une centaine de militants et habitants se sont mobilisés devant le SMGEAG (Syndicat mixte de gestion de l'eau et assainissement en Guadeloupe) pour exiger la résolution des problèmes d'eau de l'archipel. Les associations ont eu une entrevue avec le directeur du SMGEAG qui se retrouve dans l'impossibilité de donner des réponses efficaces et concrètes. Les associations ont pris tour à tour la parole devant l'assemblée

des manifestants, appelant à refuser le paiement des factures d'eau et à renforcer les organisations de défense des usagers de l'eau.

Psychiatrie: il faut des mesures d'urgence !

Le 11 février, un homme diagnostiqué schizophrène a tué son frère de 38 ans à l'arme blanche à Pointe-Noire. Ces derniers mois, plusieurs meurtres ont été commis sur fond de troubles psychiatriques. Souvent le malade se met en danger ainsi que ses proches.

Mais ici, il n'y a pas assez de moyens pour prendre en charge tous les malades. Les familles sont souvent seules à devoir se débrouiller. Il faut des moyens pour la psychiatrie ! Lionel Guillaume, la victime de 38 ans, était un travailleur engagé. Avec sa mort dramatique, la

classe ouvrière perd un jeune engagé syndicalement dans son entreprise, la centrale thermique d'Albioma à Moule, où il était technicien. Combat ouvrier adresse tout son soutien à ses proches.



Mairie des Abymes : une première victoire !

Depuis quelques mois, des agents de la collectivité des Abymes font campagne pour obtenir des tickets restaurant. Ils se battent aussi pour le passage aux 35 heures pour des employés qui sont à temps partiel depuis le début de leur carrière.

Parmi ces employés à temps partiel, une majorité de femmes de plus de 60 ans travaillent dans les écoles. Dans les revendications, il y a aussi la situation d'agents contractuels depuis parfois plus de dix ans ! S'ils sont renouvelés régulièrement, c'est qu'il y a des besoins, des postes vacants. Il faut les titulariser ! Avec la menace de la grève, le maire s'est engagé à régler la situation de ces agents avant le 30 juin 2024. C'est une première victoire ! Par contre, en ce qui concerne l'attribution de tickets restaurant à tous les agents, le maire ne s'engage pas. Selon lui, c'est aux syndicats de se mettre

d'accord. Une pétition pour les tickets restaurants a rassemblé 901 signatures en novembre dernier. C'est plus de 80 % du personnel communal ! Le ticket restaurant est un moyen de paiement pour s'acheter à manger, faire ses courses et même parfois de l'essence. En cette période où les prix n'arrêtent pas d'augmenter, qui serait contre une augmentation de son pouvoir d'achat ? Le comble, c'est que les agents de la Communauté d'agglomération Cap Excellence, dont fait partie la commune des Abymes, ont des tickets restaurant et d'autres avantages. Le président qui leur a accordé les tickets restaurant est aussi le maire de la



Les agents font bloc avant la négociation du 9 février 2024.

ville des Abymes. Les agents de la mairie des Abymes restent déterminés à obtenir des tickets restaurant et cela passera par une grève si c'est nécessaire !

Colère des petits planteurs de canne

Les petits planteurs se sont mobilisés dans les ronds-points en diffusant des tracts pour informer la population et ont mené

une opération escargot sur les routes. Ils exigent une augmentation du prix de la tonne de canne. Ils réclament 160 euros

car ils sont payés actuellement 109 euros. Il y a des décennies que les planteurs réclament des augmentations. Les élus se sont

engagés à relayer toutes leurs doléances auprès de l'État. Sans réponse rapide la récolte de 2024 ne pourra pas démarrer.

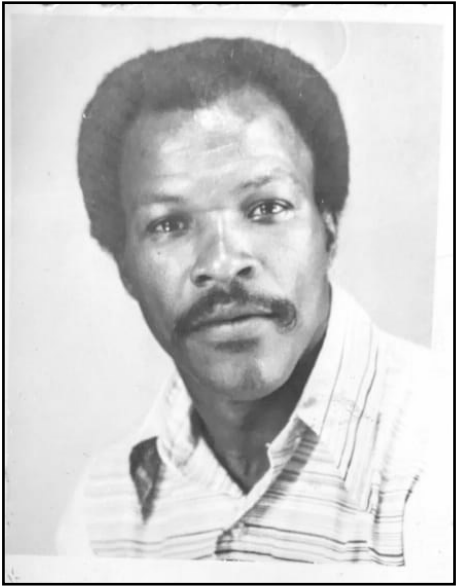
Décès de Pierre Elmac

Le travailleur Pierre Elmac, né le 19 mai 1941, est décédé. Ses obsèques ont eu lieu à Capesterre Belle-Eau le vendredi 9 février dernier.

Pierre Elmac faisait partie de ce groupe de travailleurs de la banane de Capesterre-Belle-Eau qui depuis le début des années 1970, avaient décidé de ne plus accepter l'exploitation outrancière et méprisante des patrons du secteur comme Max Martin, Pierre Buttet, M. Dormoy, Va-leau. À l'époque Elmac travaillait pour la SCEFA, société dirigée par Max Martin qui était à la tête d'une grande plantation à Moulin à Eau, une à Changy et une dernière à Goyave (Ste Claire) sous le nom de SCE-PLAG. Pierre Elmac a d'abord milité

avec un syndicat SOB (syndicat des ouvriers de la banane) qui avait été créé à la fin des années soixante. Ce syndicat périclita très rapidement et c'est le syndicat CGTG des ouvriers de la banane, très peu implanté à l'époque, qui avec l'aide active de militants de notre organisation Combat ouvrier, se chargea d'organiser les luttes des travailleurs de la banane. Pierre Elmac était membre de la CGTG-Banane et ne se laissait pas marcher sur les pieds par les responsables de la plantation. La direction de la SCEFA-Moulin à Eau, avec très certainement

l'intention de « neutraliser » Pierre Elmac, lui avait attribué un poste de surveillant. Il était donc chargé d'encadrer une équipe de quelques travailleurs. Mais loin de se laisser « acheter », un jour, Elmac, après avoir fait démarrer le travail de son équipe à Moulin à Eau, en profita pour aller aider des camarades de la plantation Changy à démarrer un arrêt de travail. On relate qu'un jour, il était chargé avec une camarade de distribuer des tracts du syndicat lors d'un mouvement de grève. Ils se sont présentés devant l'église, ce qui a obligé le



curé à arrêter sa messe pendant un instant. Pierre Elmac a fini sa carrière comme ouvrier du bâtiment.

Hommage à Jacques Bino

Samedi 17 février, à l'initiative de la CGTG, une soixantaine de militants et amis ont rendu l'hommage à Jacques Bino, mort assassiné pendant la grève générale de 2009 en Guadeloupe.

Ils se sont regroupés comme chaque année à Petit-Canal, ville dont était originaire Bino et où il est enterré. Cette cérémonie a été l'occasion de rappeler les événements qui ont marqué cette grève. Après le discours du fils de Bino, qui avait 8 ans en 2009, les prises de parole des militants

syndicaux et politiques se sont succédées. La grève qui a permis d'arracher 200 € d'augmentation de salaire pour une fraction importante des travailleurs de Guadeloupe et de Martinique est toujours dans les mémoires, 15 ans après. En Guadeloupe l'accord porte le nom de



À Petit-Canal le 17 février 2024.

Jacques Bino. Les militants ont fait le lien entre ces événements et l'actualité sociale et politique. Ils ont dénoncé l'inflation qui ronge le pouvoir d'achat des classes populaires, les attaques

incessantes du patronat et du gouvernement ainsi que la répression. La commémoration s'est poursuivie par un repas de l'amitié et une prestation artistique.

Lénine et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. La fondation de l'URSS

La question des droits des nations à disposer d'elles-mêmes s'est posée aux révolutionnaires socialistes dès la fin du XIXe siècle. Durant cette période les mouvements nationalistes se sont multipliés en Europe et sur d'autres continents.

L'empire russe : un régime autocratique qui opprime les peuples

En 1914, l'Empire russe, sous le dernier tsar de Russie Nicolas II, s'étend sur un vaste territoire de 22 millions de kilomètres carrés presque un tiers des terres émergées du globe et plus de 130 millions d'habitants. Cet empire s'est construit à partir du XVI^e siècle. La Russie a conquis des pays à l'Ouest (la Pologne, la Finlande, les Pays Baltes, la Biélorussie et l'Ukraine), au sud en dominant les peuples du Caucase et de Crimée et à l'Est les peuples musulmans d'Asie centrale. Sous l'empire russe, les différents peuples avaient des cultures différentes, ne parlaient pas la même langue, n'avaient pas la même religion. Ils étaient opprimés, ils étaient aussi persécutés par le pouvoir tsariste. Si bien que Lénine utilisait l'expression de « *prison des peuples* » pour qualifier l'empire russe. Les populations subissaient des discriminations et le mépris. Les différents régimes tsaristes ont imposé la langue russe et la religion orthodoxe à ces peuples. Tous ceux qui s'opposaient au tsar se retrouvaient enfermés dans les bagnes, où ils subissaient des punitions corporelles, travaux forcés. Les opposants pouvaient aussi être déportés à vie. Il y a eu de nombreux soulèvements de ces peuples contre l'empire russe. Les soulèvements polonais en 1830 et en 1863. En Ukraine les nationalistes ont été sévèrement réprimés en 1859.

La question nationale et la révolution prolétarienne

C'est dans ce contexte de montée des mouvements nationalistes que Lénine a écrit sur la question nationale. Dès 1914, il défend la position du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en particulier celui de l'Ukraine. Dans un texte paru en 1916, il souligne dans « *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* » que ce droit « *signifie exclusivement le droit d'une nation à l'indépendance politique, à la libre séparation politique avec la nation qui les opprime* ». En 1917, la première guerre mondiale a affecté l'empire du tsar. Subissant les conséquences désastreuses de cette guerre



meurtrière, les travailleurs réclamaient du pain, les paysans la terre et les soldats et la population la fin de la guerre. Mais le gouvernement bourgeois s'est montré incapable de prendre des mesures pour satisfaire la demande des masses. Ces dernières se sont organisées pour faire aboutir leurs revendications. Ils ont formé leurs soviets (conseils ouvriers). La révolution d'octobre 1917 dirigée par Lénine, Trotsky et le parti bolchevik (le parti des travailleurs révolutionnaires) renversa la bourgeoisie. La classe ouvrière prit le pouvoir. Pour les bolcheviks, la Révolution russe n'était que la première étape vers la révolution prolétarienne mondiale. Les bolcheviks ont concentré leur énergie à étendre le pouvoir prolétarien partout, sur tout le territoire de l'ancien empire des tsars et partout dans le monde.

Mais toutes les puissances impérialistes du monde comme l'Angleterre, la France, les États-Unis, le Japon ont décidé de faire la guerre aux soviets. Ces armées dite « blanches » allaient être sans pitié face à l'Armée rouge, celle des communistes révolutionnaires. Ainsi des États ennemis durant la première guerre mondiale se sont alliés aux armées contre-révolutionnaires pour empêcher le pouvoir soviétique d'aller jusqu'au bout.

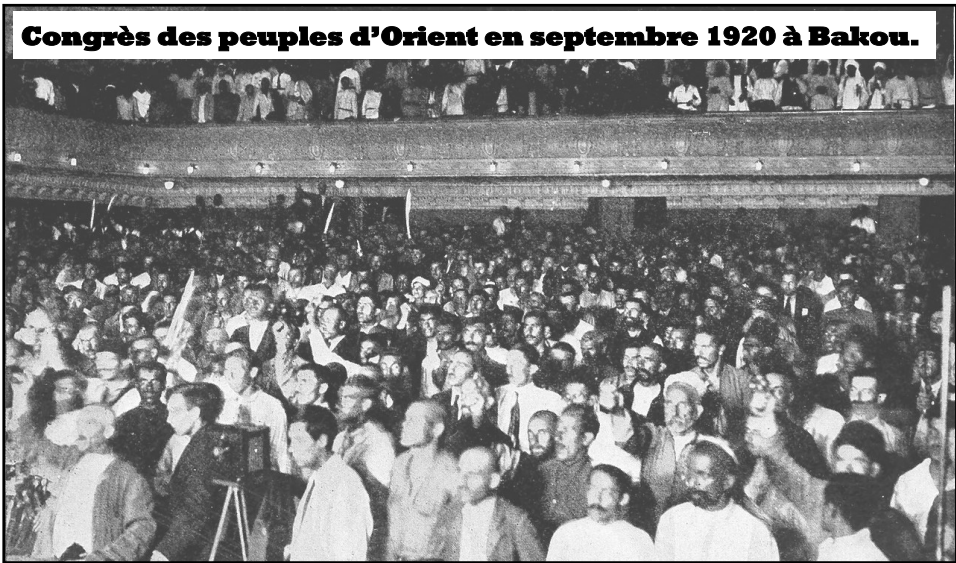
Victoire des révolutionnaires russes et fondation de l'URSS

La guerre civile débutée en 1918 se termine fin 1922. Durant cette

guerre les puissances impérialistes pensaient avoir le soutien des peuples opprimés de l'ancien empire tsariste mais le pouvoir des soviets combattait toutes les oppressions et offrait aux peuples le droit à disposer d'eux-mêmes, jusqu'à la séparation. Ce droit a été complété d'une proposition de libre association sur une base d'égalité complète. Dans un premier temps la liberté fut accordée à ces peuples mais ce sont les nationalistes, les couches privilégiées du pays qui en profitèrent. Les révolutionnaires russes cherchèrent à contrecarrer ces courants nationalistes car ce sont les adversaires de la classe ouvrière et paysanne. Lénine disait qu'« *En Russie luttent et doivent lutter côte à côte le prolétariat des nations opprimées et le prolétariat de la nation qui opprime les autres. La tâche à résoudre est de garder l'unité de classe du prolétariat pour le socialisme et combattre toutes les influences bourgeoises et archiréactionnaires du nationalisme* ».

À l'opposé des bourgeoisies nationales, les bolcheviks proposèrent aux masses des anciennes colonies du tsar une autre politique de tous les travailleurs contre leurs exploiters au-delà des frontières. La constitution d'une armée révolutionnaire composée d'ouvriers et de paysans a permis au pouvoir bolchevik de gagner la guerre civile. En décembre 1922 cinq ans après la révolution bolchevik, l'URSS (Union des républiques socialistes soviétiques) est fondée. Elle comprend quatre républiques : la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et la Transcaucasie.

La révolution qui a commencé en Russie en octobre 1917 s'est étendue à presque toutes les nations de l'ancien empire russe. L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques devait être une étape vers la révolution mondiale. Mais la vague révolutionnaire qui s'est propagée en Europe, notamment en Allemagne, s'est soldée par des défaites de la classe ouvrière.



Il y a 50 ans : la tuerie de Chalvet

Les 14 et 16 février 1974, deux ouvriers agricoles ont été tués par les forces de l'ordre coloniales. Leur massacre s'inscrit dans le déroulement des grèves de février 1974.



Manifestation à Fort-de-France le 12 février 1974.

Le contexte social

Dans les années 60 et 70, de nombreuses usines sucrières peuplaient la Martinique. Un certain nombre de ces usines ont fermé et ont été remplacées par des plantations de banane. Ces plantations, qu'elles soient de canne à sucre ou de banane, sont restées propriétés des békés, les riches descendants des esclavagistes, les capitalistes locaux les plus riches de la Martinique.

Les conditions de travail dans les plantations de banane étaient quasi-esclavagistes. Les ouvriers de la banane travaillaient avec de nombreux produits toxiques et sans protection. Ils étaient embauchés chaque jour et le salaire était versé à la fin de la journée de travail. Leur salaire journalier allait de 20 à 29 francs par jour, bien moins que le SMIC de l'époque qui était de 35 francs par jour. Les travailleurs agricoles n'étaient pas payés sous le même régime que les autres travailleurs. Ils touchaient le salaire minimum agricole garanti (SMAG).

Au début des années 70, la vie devenait de plus en plus difficile à cause de l'inflation. L'exaspération monte chez les travailleurs agricoles.

Début des grèves de 1974

Le 17 janvier 1974, à l'habitation Vivé au Lorrain dans le nord de la Martinique, les ouvriers de la banane entrent en grève à la suite du licenciement d'un de leurs collègues.

Des assemblées générales se tiennent et des comités se mettent en place dans d'autres plantations de banane qui rejoignent la grève.

Les ouvriers réclament des augmentations de salaire. Ils veulent être payés sur la base du même salaire minimum que les autres travailleurs. Ils réclament l'abandon de l'utilisation de pesticides.

La grève prend de l'ampleur

Depuis le début janvier, la contestation face à la cherté de la vie ou les licenciements s'est également développée dans de nombreux secteurs en ville. De nombreux grévistes manifestent à Fort-de-France, notamment ceux du bâtiment ou les dockers, ceux de la SPDEM, ancienne EDF ou de la fonction publique, tels les hôpitaux. Les lycéens eux aussi sont mobilisés. Le 12 février 1974, la grève devient générale.

Dans les plantations, les ouvriers grévistes font la grève marchante. C'est une tradition chez la classe ouvrière antillaise d'aller de plantations en plantations

convaincre les travailleurs de rejoindre la grève.

Les gendarmes ouvrent le feu

La grève prend de l'ampleur chez les ouvriers agricoles ce qui inquiète les riches békés. Le préfet, représentant de l'État au service des capitalistes békés, ordonne l'envoi de 200 gendarmes à Basse-Pointe, à l'habitation Chalvet où se déroule une marche des ouvriers, le 14 février. Une dizaine de camions de gendarmes poursuivent les grévistes. Un hélicoptère crache sur eux des grenades lacrymogènes. C'est à ce moment que les ouvriers, accompagnés de jeunes militants, sont pris en chasse par les gendarmes qui tirent. Ils tirent à balles réelles sans sommation sur les travailleurs, faisant une dizaine de blessés et un mort, Ilmany Sérrier, dit Rénor, ouvrier de 55 ans.

Pendant l'enterrement de Sérrier, un corps torturé et mutilé est retrouvé sur une plage de Basse-Pointe. Il s'agit de Georges Marie-Louise, un jeune ouvrier gréviste de 19 ans, probablement frappé à mort par les membres des forces de répression, gendarmes ou autres.

La soldatesque s'était une fois encore déchaînée contre des travailleurs en grève pour défendre

leur pain et leurs droits. Les travailleurs s'étaient courageusement défendus. Un gendarme a eu la main tranchée.

Victoire des ouvriers en lutte

À la suite du massacre des deux ouvriers, des travailleurs toujours en grève défilèrent à Fort-de-France, toujours en exigeant des augmentations de salaire. Finalement, un accord est signé le 21 février 1974, dans la banane. Les patrons bananiers ont accepté de payer la journée de travail de huit heures à 39,50 francs.

Tuerie d'ouvriers : une habitude de l'État colonial

La grève de février 1974 s'est soldée par le massacre de deux ouvriers. Ce n'est pas la première fois. De nombreuses grèves se sont déroulées dans le sang de travailleurs tués pas la soldatesque coloniale.

La tuerie de Chalvet fut la dernière en date d'une longue série de massacres d'ouvriers en grève aux Antilles françaises tout au long du vingtième siècle. 50 ans après, la grève de février 74 reste un exemple de lutte et de détermination pour l'ensemble des travailleurs agricoles, et pour la classe ouvrière en général.

Le sexisme a encore tué

Le mercredi 14 février, à 1h du matin, une jeune femme de 22 ans a été tuée par balles. L'auteur des coups de feu est son petit ami. Cette fois encore, ce drame a provoqué stupeur et colère dans la population.

Chaque année, en Martinique, au moins une femme meurt sous les coups de son compagnon, son mari ou de son ex. Nombreuses sont les femmes qui ne meurent pas mais qui subissent

des violences conjugales quotidiennes.

Ces violences faites aux femmes sont à placer dans le système d'exploitation de l'homme par l'homme dans lequel nous vi-

vons : le capitalisme. Dans ce système violent envers les travailleurs et la population pauvre, les femmes subissent encore plus de violence, d'inégalité, de mépris

Tout comme le racisme, le sexisme est un des rouages du capitalisme. Il est temps de renverser ce système d'oppression.

Suppression du droit du sol à Mayotte et bientôt en Guyane et à Saint-Martin ?

Il y a quelques jours, le ministre de l'intérieur, Darmanin, a annoncé la suppression du droit du sol pour les enfants de migrants nés à Mayotte. Ils n'auront pas la nationalité française, ce qui en fera des parias, des sans-droits. Il prétend ainsi résoudre le pro-

blème de l'insécurité et de l'immigration. Maintenant au Sénat, la droite voudrait élargir cette mesure à la Guyane et à Saint-Martin. Ce n'est pas sa première attaque contre l'immigration.

Cette suppression n'entraînera pas la fin de l'immigration et ne résoudra en rien les problèmes de misère. Les migrants fuient leur pays à cause de la guerre ou du chômage, de la misère, vers les pays les plus riches où ils pensent avoir un avenir meilleur.

Ils prennent le risque de périr en mer comme des milliers en Méditerranée. Ils seront confrontés à l'exploitation, au chômage et au racisme.

Gaza

Une nouvelle tuerie programmée

Le 19 février, Benny Gantz, membre du cabinet de guerre de Benyamin Netanyahu, a posé un ultimatum au Hamas. Si les otages israéliens ne sont pas libérés avant le ramadan (c'est-à-dire autour du 10 mars 2024), les dirigeants israéliens lanceront une offensive terrestre sur l'ensemble du territoire de Gaza. Y compris dans la région de Rafah, où se sont réfugiés des centaines de milliers de civils palestiniens fuyant les bombes israéliennes.

Plus d'un million de personnes sont aujourd'hui réfugiés à Rafah, vivant sous des tentes de fortune, coincées entre la frontière égyptienne, la mer méditerranée et les bombes israéliennes. Il s'agit aussi de la seule ville par laquelle arrive l'aide humanitaire.

Quelques jours plus tôt, le 15 février, l'armée d'Israël attaquait l'hôpital Nasser (le plus grand encore en service) de la ville de Khan Younès. Des milliers de palestiniens qui s'y étaient réfugiés, une part du personnel et des patients ont dû évacuer. Plusieurs patients en cours

de soins sont morts de cette attaque. Depuis le début de ce conflit, il y a déjà eu près de 29 000 morts et plus de 100 000 blessés, dont une majorité de civils. L'État d'Israël a déjà largement démontré qu'il ne s'en prend pas qu'au Hamas, mais veut aussi terrori-

ser et massacrer le peuple palestinien. Les pays occidentaux, même les États-Unis, ont fait mine de désapprouver l'attaque de Rafah, mais c'est bien tout ce qu'il y a à attendre d'eux. Ce n'est certainement pas le marchand d'arme qui ira prêcher la paix...

Trinidad et Tobago

Marée noire

Une barge non immatriculée s'est échouée le 7 février près des côtes de Trinidad et Tobago. L'épave déverse une épaisse couche d'hydrocarbures dans les eaux affectant au moins 15 kilomètres de côtes de Tobago. Une catastrophe environnementale !

Des écoles ont dû fermer, des habitants ont été évacués, la faune des eaux côtières est en péril. Un millier de bénévoles se sont déjà affairés sur les plages pour tenter de les nettoyer mais les autorités traînent à mettre les moyens pour endiguer la marée. Le 17 février, des hydrocarbures étaient toujours en train de se déverser et la marée atteint les eaux grenadiennes.

Personne ne sait d'où provient la barge. Le manque de contrôle des eaux laisse penser à un trafic illégal de carburant et peut-être même d'autres substances. Deux paquets contenant vraisemblablement des pains de cocaïne ont été retrouvés sur les plages polluées le 19 février. Trafic illégal ou activité commerciale légale, de toute manière, c'est encore à la population spoliée de se débrouiller. Ni



propriétaire de la barge, ni compagnie pétrolière ne sont identifiés mais même lorsque c'est le

cas les entreprises capitalistes s'en lavent les mains.

Sainte-Lucie

L'industrie du sucre en hypoglycémie

Depuis début 2024, le sucre est devenu plutôt rare sur l'île productrice de sucre de canne. D'après la directrice de la consommation, les producteurs auraient fait une mauvaise récolte

et auraient soi-disant préféré ne pas produire de sucre pour « ne pas nuire à la bonne réputation du sucre de Sainte-Lucie ». Les fournisseurs habituels sur le marché des Caraïbes (CARI-

COM) auraient selon la Ministre du commerce du mal à répondre à la demande. Le gouvernement a obtenu une dérogation pour acheter en dehors du marché des Caraïbes,

mais a déjà prévenu qu'il y aura des conséquences sur les prix... Ils ne seront certainement pas à la baisse, et c'est sur la population que les dirigeants comptent se sucrer grâce à des taxes.

Guadeloupe

Ehpad, parmi les plus chers de France

En 2023, les tarifs des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) ont augmenté de 4,4 %. La Guadeloupe qui est en passe de devenir l'un des départements les plus vieux de France d'ici 2030, est aussi bien placée dans

la liste de ceux qui extorquent le plus d'argent aux personnes âgées et leurs familles. Le prix journalier d'une chambre en Guadeloupe, pour un bénéficiaire d'aides sociales, est de 106,43 € soit près de 3200 € par mois. Bien d'autres départe-

ments ont un prix mensuel autour de 2000 €. La dépendance des personnes âgées est une mine d'or pour les dirigeants. C'est un autre angle de tir qu'ils ont trouvé pour extorquer toujours plus d'argent aux travailleurs.

Après toute une vie à travailler pour enrichir les patrons, il faudrait que la prise en charge des travailleurs retraités affaiblis soit sur le compte des patrons. Ce serait la moindre des choses.

Droit de grève remis en cause ?

La grève des contrôleurs de la SNCF a donné l'occasion à plusieurs parlementaires et ministres, mais pas que, de dévoiler un peu plus leur position vis-à-vis du droit de grève.

Parmi eux, le président du Sénat, Gérard Larcher, ancien ministre du travail sous Jacques Chirac. Ce professionnel de la politique qui profite largement des avantages de ses divers mandats politiques (maire, sénateur, conseiller régional, ministre, président du Sénat, et on en oublie certainement) a révélé sa volonté d'encadrer le droit de grève à la suite du mouvement déclenché par les contrôleurs de la SNCF. Par « encadrer », il faut entendre « restreindre » bien entendu. Se-

lon lui, « *La grève, ça doit être l'arme ultime* » ajoutant : « *c'est devenu un instrument de la négociation* ». Et de conclure : « *Je crois qu'il faut prendre des dispositifs qui fassent que cet usage de la grève ne soit pas une prise d'otage* ». Lui et ses amis du Sénat n'ont pas eu à faire grève pour s'augmenter récemment en piochant dans les caisses remplies d'argent public du Sénat. Larcher a évité de se prononcer sur le fond du problème, c'est-à-

dire le fait que la direction de la SNCF n'aurait pas appliqué les accords signés en décembre 2022. Ce qui est curieux pour quelqu'un qui vote la loi. Non, avec d'autres comme Attal, le premier ministre, Vautrin, la ministre du travail, Ciotti, le président de LR, mais également et sans surprise Marine le Pen, il a bondi sur l'occasion pour montrer son hostilité à l'endroit des travailleurs et à la grève comme moyen de lutte. Pourtant, il y a quelques jours, tout ce petit

monde s'était bien gardé de monter au créneau face aux agro-industriels qui entravaient la liberté de circuler, d'accéder à certains services en bloquant des bâtiments publics. Ces prises de position concordantes nous montrent que les travailleurs devront combattre non seulement leurs patrons, qui les exploitent directement, mais aussi les élus, extrême-droite comprise, qui protègent ces patrons et les soutiennent d'une seule voix.

Corsair : argent public et Françafrique

La compagnie Corsair international qui se dit en difficulté avait annoncé en décembre 2023 son plan de restructuration.

Corsair avait demandé à l'État de renoncer à 147 millions d'euros de charges fiscales et le PDG Pascal de Izaguirre se disait très confiant vis-à-vis de sa demande. Ce ne sera pas la première fois que l'État fait cadeau de centaines de millions à la

compagnie. Au niveau de l'actionnariat, de Izaguirre compte en partie sur de riches actionnaires des Antilles mais surtout sur les 15 millions d'euros qu'il a dégotté auprès du président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou-Nguesso.

Aidé de son conseiller consultatif Nicolas Sarkozy, Corsair a voulu nouer des relations avec des chefs d'État africains depuis un an. C'est donc avec Sassou-Nguesso que Corsair a décidé de faire affaire, dictateur au pouvoir depuis plus de quarante ans,

fidèle ami de la Françafrique, en particulier de TotalEnergie qui s'enrichit sur l'exploitation des gisements de pétrole du pays. Il devient même son actionnaire majoritaire. La morale capitaliste dans toute sa splendeur !

Dans les entreprises

L'Écho de Jarry

EDF PEI Jarry : c'est le monde à l'envers

La direction a décidé d'embaucher des cadres : ingénieurs, DRH... Donc ce sont les cadres qui feront tourner les machines ? Se sentirait-elle un peu seule face aux mécaniciens, aux électriciens... qui eux font le boulot et se battent pour de meilleures conditions ?

EDF PEI Jarry : impositions NOS embauches

Puisque la direction fait semblant de ne pas comprendre qu'il faut embaucher plus de mécaniciens et d'électriciens, à nous d'imposer des embauches parmi ceux qui font tourner l'usine !

Pawol a travaillé banann

La grève du 5 février

Il n'y a pas eu une véritable mobilisation. Le retour de Minatchy sur la plantation et sa promesse de payer le salaire des ouvriers ont-ils eu un effet démobilisateur ? Difficile de répondre à cette question.

En tout cas, il n'y a pas eu une mobilisation sur les plantations. Une quinzaine de travailleurs, surtout des dirigeants se sont réunis près du terrain de football de Capesterre et ont eu des

échanges durant toute la matinée

Écho de France Travail (ex-Pôle emploi)

Les agents de Dothémare en colère

Ils en ont assez de subir les pannes à répétition de la climatisation. La direction prend prétexte que c'est au propriétaire de faire les réparations pour ne pas aller jusqu'au bout. Et cela fait des années que cette situation perdure. Les agents refusent de travailler en permanence dans une fournaise et l'ont fait savoir.

Un mouvement spontané et unanime

Depuis plusieurs jours, l'agence de Dothémare est fermée pour travaux. Tout comme celle de Morne-à-l'Eau qui a été inondée lors d'un week-end. Travailler dans de mauvaises conditions de sécurité et d'hygiène n'est pas une option.

Chômage : les chiffres officiels en baisse pas le nombre réel de chômeurs

Officiellement, France travail et l'INSEE comptabilisent 59 000 demandeurs d'emploi en Guadeloupe en décembre 2023. Pourtant, la précarité et l'angoisse du lendemain n'ont jamais été aussi importantes en Guadeloupe. La

propagande de l'État ne suffit à convaincre ni les agents, ni la population et encore moins les travailleurs privés d'emploi.

L'Écho de l'aéroport

FMC : manque de personnel et de moyens

La société FMC, qui s'occupe de la prise en charge des passagers à mobilité réduite, continue de faire travailler le personnel avec des moyens insuffisants. Est-ce à cause du fait que le marché n'est pas encore reconduit ? En attendant, c'est nous qui souffrons, ainsi que les passagers pris en charge. Nous devons parfois les acheminer sous la pluie pour les faire embarquer. FMC doit embaucher du personnel suffisant, et nous donner les moyens adéquats. Et sans attendre que le marché soit renouvelé.

FRET : marre de la saleté

Depuis que la SAGPC a cédé le fret à une entreprise privée, il y a plus que de la négligence. Pourtant, l'aérogare fret dépend bien de la société aéroportuaire.

Le personnel du fret demande le nettoyage du parking. Il ne se contentera pas du fait que les jardiniers tondent l'herbe !

Échos des hôpitaux (Guadeloupe)

CHU : Pénuries de matériel

Depuis plusieurs jours, la pénurie s'aggrave. Il y a de moins en moins de matériel pour soigner, de tenue pour travailler, d'eau pour les patients, de médicaments. Que se passe-t-il ?

Répondé réponnn !

CHU : C'est carnaval !

Des tenues 3XL qui tombent, nous sommes W.I.M. Des tenues scotchées de partout pour pas les perdre, les patients se demandent : Akiyo ? Et quand ces tenues bon marché provoquent des démangeaisons de la charlotte au pantalon, c'est Mas Moule Mas-sif !!

CHU : entretien

Depuis plusieurs jours les déchets ne sont pas évacués en temps normal, la direction dit sur une note être consciente des désagréments, mais ne fait rien pour que cela cesse : satisfaire les revendications des agents du pôle logistique.

CHU : pénurie de lits

Comme à chaque période de fête, la direction par une note de service, demande aux médecins de faire sortir des patients pour accueillir les éventuels patients liés au carnaval : déshabiller Pierre pour habiller Paul c'est le nouveau credo des hôpitaux.

Haïti

La force potentielle des masses pauvres

Dans la semaine du 7 février 2024, plusieurs manifestations appelant au départ du premier ministre, Ariel Henry, étaient lancées par les partis politiques d'opposition.

Ariel Henry a rétorqué par une adresse le 8 février où il montre son intention de rester en place : « Dès que le problème de l'insécurité commencera à être résolu, nous lancerons le processus électoral, afin de donner le pouvoir aux dirigeants du peuple haïtien ».

L'opposition a réagi le 17 février par une manifestation à Ouana-minthe où plusieurs milliers de personnes ont défilé contre le premier ministre. Cette ville est un des fiefs du bras armé de l'opposition, la Brigade de Sécurité des Aires Protégées (BSAP). Le 18 février la manifestation de Port-au-Prince, dispersée par la police, n'a pu aboutir à l'ambassade américaine.

Dans le même temps, au nord de la capitale, les affrontements entre gangs ont obligé les habitants du quartier à quitter leurs

Manifestation pour demander le départ d'Ariel Henry, février 2024.



maisons. Les bandits se sont acharnés sur les habitants, n'épargnant pas les bébés, brûlant les maisons. On a vu les jours de manifestation, l'activité des gangs ralentir à Port-au-Prince. Quand la population

s'est mobilisée, ne serait-ce que derrière les politiciens contre le premier ministre, les gangs se sont repliés sur leurs bases, dans l'expectative.

Autre illustration que la population mobilisée a la capacité de

tenir les gangs à distance. Elle pourrait les déraciner si elle était mobilisée en plus grand nombre avec à sa tête un parti défendant ses intérêts.

Sénégal

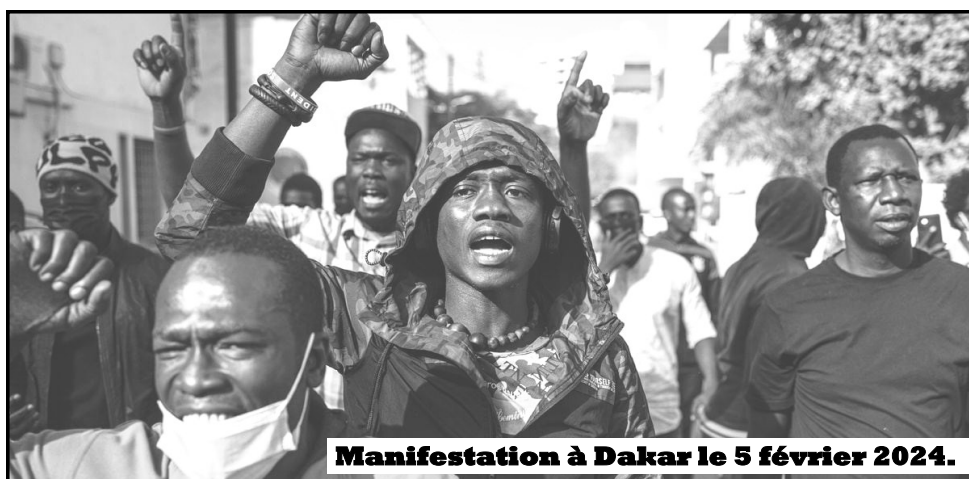
Crise politique

Le Président du Sénégal Macky Sall a décidé d'organiser les prochaines présidentielles à sa guise.

Le vote était prévu le 25 février. Il a choisi le 15 décembre, prolongeant ainsi son mandat qui doit légalement se terminer le 2 avril ! Autre magouille : le précédent président Wade, dont le fils était candidat, a mis en doute l'honnêteté de deux des sept juges chargés de vérifier les dossiers des 93 candidats qui doivent avoir obtenu la signature de soutien de très nombreux électeurs et de 13 députés.

Résultat : Macky Sall a pris l'initiative de repousser la date des élections ! Le 5 février les députés votent pour le 15 décembre. Très vite ces modifications ont déclenché la colère des organisations politiques, nombreuses au Sénégal. Dès le 10 elles ont manifesté.

Le Président doit partir avant les élections et sa date de départ officielle est toujours le 2 avril. Le sortant le sait ! Le 15 février le Conseil constitutionnel, la plus haute autorité juridique au Sénégal, tranche, il déclare ce changement de date « contraire à la constitution ! ». Les manifestations de la population intéressée



Manifestation à Dakar le 5 février 2024.

par les élections sont nombreuses à Dakar et ailleurs. Le régime autoritaire a fait couper internet pour empêcher les communications entre contestataires. Il a fait tirer sur les manifestants. Il y a eu trois morts. Pour calmer la colère il a autorisé une manifestation le 17 février. Ce jour-là, la population opprimée est venue en masse, certains avec un drapeau russe, protester contre les magouilles des dirigeants de l'État. Ces derniers ont aussi dû libérer 134 prisonniers politiques. Il est question de mille autres enfermés pour les idées qu'ils défendent. Le gouvernement français joue lui aussi son

jeu dans cette affaire. Il prie le Président sortant d'organiser les élections « le plus vite possible ».

La presse en France n'hésite pas à faire savoir que Macky Sall est un serviteur des dirigeants français en Afrique. Son gouvernement a été au centre des complots français pour envahir différents pays du Sahel, Niger, Mali... tentés de se rapprocher de la Russie lorsqu'en 2022 la France a quitté le Mali, après dix ans de guerre. Et le Sénégal reste considéré comme un pays démocratique où les droits de l'homme sont respectés ?

ABONNEMENT

12 MOIS :
Sous pli fermé 33 €
Sous pli ouvert 25 €

Je désire m'abonner au journal Combat ouvrier pour une période de mois.

NOM :
Prénom :
Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.

Règlement par chèque adressé à :

M. Philippe ANAÏS
Combat ouvrier
1111 Rés. Matélie, L'Aiguille -
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,
Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs
1111 Rés. Matélie, L'Aiguille, 97128
GOYAVE—Guadeloupe
Tel : 0690 73 48 93

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE
BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex
Tel : 0696 26 56 18

Composition - Impression Imp. ERAPRESS
Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>